

[Texte]

été d'une lenteur très grande d'une part, mais la question n'avait jamais été prise au sérieux au niveau des administrations fédérales. Il y avait une culture ethnique circonscrite, autour d'une autre qui l'englobait, et c'était cela le visionnement du *Québec Problem* de tout le monde, y compris ceux qui étaient dans le cercle intérieur, nous autres, les Québécois. Comme vous avez dit, les problèmes se sont aggravés singulièrement, et je sais que tel ministre de la Justice d'alors, qui était d'abord député, et assez rigide, et pour qui la révision constitutionnelle était une perte de temps, puisque sa souplesse pendant cent ans permettait les accommodements à venir.

Or, je crois qu'il y a eu quelques années cruciales perdues entre 1965 et 1968, de telle sorte que l'impact qui aurait dû venir des autorités fédérales, essentiellement le Parlement avec ses deux Chambres, est venu plutôt de l'autre grande unité fédérée l'ancien Haut-Canada. Je crois que c'est la Conférence Robarts qui a amené le déblocage de la révision constitutionnelle. Donc, à ce moment-là, il me semble, au tout début de 1971, comme vous le savez, donc beaucoup d'années perdues et cruciales, et nous avons perdu tout l'apport de capital de très bonnes volontés que les fêtes du Centenaire, que la trêve séparatiste, que les fastes de l'Expo, que la Conférence Robarts de cette année avaient amené. Cela est arrivé avec quelque retard. Je crois que ce retard devrait s'accélérer à l'heure actuelle.

M. De Bané: Et la conclusion!

M. Bergeron: La conclusion, c'est que tout le monde doit en parler, et je crois que tout le monde doit en parler en ces termes nouveaux, c'est-à-dire de ne pas rejeter *a priori* ce qui n'est pas conforme à nos chères préférences personnelles, quelles qu'elles soient.

M. De Bané: Vous ne voulez pas conclure davantage.

M. Bergeron: Non, je ne peux pas conclure parce qu'à l'heure actuelle, mon option de citoyen n'est pas faite. Je vais vous la dire en forme de deux paramètres: dans la mesure où je sens le malaise profond et fondé qui bouillonne dans le Québec, où je m'assimile culturellement par mes origines à ce groupe, je suis très violemment pro-Québécois, et je dirais qu'il faut qu'il y ait un fer de lance dans le Québec qui va entretenir dans l'actualité et dans la dynamique politique intra-québécoise et inter-Québec et le reste du Canada, cette force, premièrement. D'autre part, le réel politique dont vous parlez, étant un théoricien en Chambre, ainsi qu'on me l'avait évoqué, je peux dire à ceux qui font de l'action politique, à certains moments, pensez toujours en termes de stratégie, à court et moyen terme et non pas simplement de tactiques d'accommodement au jour le jour, de la bousculade politique des débats ou des comités ou des aléas de l'actualité, comme nous avons dans la presse.

Ce qui veut dire que la politique aujourd'hui doit se concevoir comme celle d'un accouchement de cette réalité que, encore une fois, j'ai déjà qualifié de monstrueuse; c'est monstrueux le Canada, c'est mal fait, excusez-moi, j'allais presque dire c'est mal. Je vais vous donner simplement une idée des masses de territoire et de population qui sont en cause. Prenez le Québec actuel, quel que soit le gouvernement au pouvoir; il y a quand même eu des gouvernements de deux partis au régime différent

[Interprétation]

national culture and even the people of Quebec accepted this point of view. Of course, the problem has become much more serious since then. The Minister of Justice at the time considered that the constitutional revision was a loss of time feeling that its flexibility over the past 100 years would be enough to allow future changes.

I feel that crucial years have been lost between 1965 and 1968 so that the driving force that should have come from the federal authorities and essentially from the two Houses of Parliament is now coming from the other large federal unit, which used to be Upper Canada. It is the Robarts Conference that launched a new constitutional revision, that is, in 1971 which means many crucial years lost as well as the loss of the spirit of goodwill resulting from the centenary celebrations as well as from the ceremonies and grandeur of Expo.

Mr. De Bané: What is your conclusion?

Mr. Bergeron: My conclusion is that everyone must speak about the situation. We must not reject off-hand anything that does not coincide with our own personal preferences.

Mr. De Bané: You have no other conclusions to suggest?

Mr. Bergeron: No, no because I have not made my choice yet. In so far as I feel the serious and justified unease rumbling in Quebec and, in so far as I feel linked to this group, I have strong pro-Quebec feelings. To those engaged in active politics, I would say, always to think in terms of strategy and not just in terms of day-to-day tactics and compromise as is so often the case in the press.

This means that now a days politics must be conceived as being the delivery of that reality, which I have already called monstrous; Canada is monstrous, is, excuse me, I was almost going to say it is a mess. I am going to give you an indication of the huge territory and population which are involved. Consider Quebec as it is now, no matter which government is in power; there has been two governments of the two parties, but we have leaders with different personalities, Lesage, Johnson, Bertrand and Bourassa. When they sit on the federal-provincial conferences, constitutional or not, they always have the fate of being the adverse party and they cannot give it up even when they bring positive solutions. Why? There are two points; I mentioned the hugeness of the population and the territory. It is unbelievable that in Canada, nobody can think of the key element of the Canadian, reality which is spaced even before population and cultures. Do you not think that this country is a historical nonsense; let us look at a natural map of North America.